

M. le Préfet,

Mme la présidente du conseil départemental

M. le Directeur Académique,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Au-delà de la déclaration commune concernant les retraites, les récentes annonces liées au Pacte Enseignant et à ses missions forment une réponse hors-sol, méprisante et provocatrice dans un contexte de déclassement social endémique chez les personnels, et de charge de travail déjà très lourde. Cela ne règlera en rien la très faible attractivité de nos métiers. Non, le Pacte n'est pas une revalorisation. C'est le retour du travailler plus pour gagner plus. Cela n'a de réalité possible ni dans l'exercice de nos métiers ni dans le fonctionnement des écoles et des établissements.

Aujourd'hui nos collègues ont besoin de travailler dans de meilleures conditions et dans le respect de leur liberté pédagogique. Seules ces conditions permettent de lutter contre les inégalités scolaires grandissantes et favorisent la réussite de toutes et tous. L'institution doit donc enfin reconnaître ses personnels et les rémunérer à leur juste valeur, sans contreparties.

Concernant l'actualité de ce CDEN, il y a évidemment la carte scolaire dans le 1er degré. Pour ce qui est de l'école inclusive, dans les conditions actuelles, la politique menée conduit à de grandes difficultés dont les élèves, les personnels et les familles sont en réalité les victimes. L'école inclusive doit s'accompagner d'une politique ambitieuse en termes de moyens humains, matériels et de formation. Elle doit être pensée dans l'intérêt des élèves, qui doivent être inclus dans des conditions dignes, dans des classes à effectifs raisonnables, avec des enseignant·es et des AESH formé·es.

Cette rentrée 2023 se prépare avec la suppression de 29 postes dans le département, une première depuis 2012, alors même que les effets de la crise sanitaire n'ont été pris en compte d'aucune manière.

La FSU dénonce cette carte scolaire de renoncement dans un contexte de pénurie de personnels et nous rappelons nos fortes inquiétudes concernant le nombre de postes psychologues EDA vacants.

Quelques commentaires concernant les documents présentés :

Le tableau des mesures présentées ne prend pas assez en compte les IPS (indices de position sociale) faibles des écoles. 85% des écoles du département sont en dessous de la moyenne nationale ce qui conforte les constats que nous faisons depuis plusieurs années sur la paupérisation du département.

5 écoles ayant une mesure de fermeture ont un dispositif ULIS, nous nous demandons où est la prise en compte des conditions de l'inclusion.

Concernant les décharges de direction, nous regrettons qu'il n'y ait plus de volonté de donner plus de temps à la direction d'école. Nous rappellerons nos demandes au cours de cette instance. Pour rappel, la demande de temps est l'une des demandes principales des directrices et directeurs d'école.

En éducation prioritaire les modalités de calcul pour les classes dédoublées ont de nouveau changé, de sorte de faire des économies puisque cette année la moyenne a été calculée sur l'ensemble des classes dédoublées ce qui n'avait pas été le cas précédemment. Par ailleurs nous nous inquiétons de l'augmentation des OQTF parmi les familles d'élèves du REP+ depuis le début de l'année civile, y compris pour des familles qui semblent en grave danger dans leur pays d'origine. Nous souhaitons avoir des explications à ce sujet.

La FSU dénonce cette carte scolaire de renoncement. La baisse démographique aurait dû permettre d'améliorer les conditions de travail dans les classes et ces fermetures constituent un vrai recul du service public d'éducation. Si nous reviendrons évidemment sur quelques points de cette carte scolaire lors de cette instance, nous savons que si des modifications ont lieu, elles seront à la marge.

Dans le second degré, c'est la perte de 11 ETP et l'augmentation des HSA de 12% dont il est question avec l'augmentation des effectifs dans les établissements REP passant de 24 à 25 élèves par division. Nous déplorons la suppression d'une classe ULIS au Mêle sur Sarthe. Et que dire de la suppression de la classe UPE2A au collège Dolto de L'Aigle qui laisse les collègues des 3 établissements de la ville très inquiets sur les conditions d'inclusion des élèves allophones du secteur. Le bassin de L'Aigle n'avait pas besoin de ce nouveau coup dur étant déjà un secteur difficile avec une population scolaire qui demande une vigilance de chaque instant comme l'a reconnu le Directeur Académique et qui se confirme bel et bien. C'est la raison pour laquelle nous renouvelons notre demande d'y apporter une attention particulière et renforcée en moyens.

En classe de Cinquième, le nouveau dispositif prévu à la rentrée sur une demi-journée par semaine pour découvrir les métiers entraînera-t-il lui aussi une amputation horaire voire une suppression pour d'autres enseignements disciplinaires ? La nouvelle réforme du collège s'engage sur des bases intolérables qui ne permettront pas aux élèves de mieux réussir en étant mieux accompagnés dans leurs apprentissages, elle va à l'encontre d'une école émancipatrice qui donne à chaque élève les chances de réussir et qui vise à former les citoyennes et les citoyens de demain.

Par ailleurs, c'est une fois de plus dans les médias que notre ministre a annoncé la suppression de l'enseignement de technologie en 6ème pour introduire des groupes de niveaux en français et mathématiques. Cette décision est inacceptable. D'une part, elle retirerait aux élèves la possibilité de découvrir dès la sixième une nouvelle dimension de la discipline technologie qui concourt à la compréhension du monde qui les entoure. D'autre part, la suppression de la technologie en sixième viendrait financer à coût constant le nouvel accompagnement des élèves en mathématiques ou en français, qui pourrait être confié à des professeur·es des écoles dans le cadre du Pacte ou organisé en interne dans les établissements. Le choix du ministre met clairement en danger les postes de nos collègues de technologie et ne répond pas aux besoins colossaux des élèves les plus fragiles.

Nous avons également été contactés par nos collègues d'Allemand dont le désespoir s'amplifie après l'annonce de la modification de la configuration de leurs postes pour la rentrée prochaine : beaucoup pour lesquels le regroupement de niveaux (5<sup>ème</sup>/4<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup>/3<sup>ème</sup>) est devenu un usage, d'autres pour lesquels leur poste devient poste partagé alors qu'ils ont des HSA à assurer dans leur établissement d'origine. Ainsi, la diminution du temps de présence dans leurs établissements leur permet de moins en moins de maintenir des projets tels que les échanges, les laissant penser que les heures d'Allemand sont uniquement devenues la variable d'ajustement des DHG. Il en résulte une perte de sens dans le travail qui s'aggrave d'année en année. Ils et elles sont les seul·es à travailler à la promotion et au développement de cette discipline. En effet, que font les autorités à tous les niveaux pour les soutenir dans leur travail ?

Quant à la présentation sur les transports scolaires, nous constatons que le service continue de se dégrader et les tarifs continuent d'augmenter. Il n'y a clairement aucune volonté politique de rendre accessible le service public de proximité. La FSU condamne cette augmentation.

Pour conclure, pour la FSU, l'école doit bénéficier d'un plan d'urgence avec un engagement budgétaire pluriannuel permettant des recrutements massifs d'enseignant·es. La baisse démographique aurait dû permettre d'avoir des postes supplémentaires permettant de reconstruire des réseaux d'aides complets avec des personnels spécialisés, de recruter des enseignantes et enseignants remplaçants, de donner

enfin les moyens pour une inclusion de qualité, de restaurer les « plus de maîtres que de classes », de former et rémunérer davantage les personnels...

C'est à ces conditions que l'école pourra remplir sa mission de faire réussir tous les élèves.